

L'EXPÉRIENCE DE *REPORTERRE*

Reporterre est un journal mensuel qui a paru de janvier à novembre 1989. Entre 1987 et 1988 plusieurs constats conduisirent à sa conception : les faits d'environnement se multipliaient, sans trouver l'écho qu'ils méritaient dans la presse ; l'intérêt du public pour ces questions semblait croissant ; la matière environnementale était passionnante à traiter ; il devenait évident que l'écologie était une clé des sociétés modernes, curieusement ignorée par les médias dominants.

Il n'existait pas en France, en dehors d'une presse militante à la diffusion restreinte, de magazine placé sous le signe de l'environnement. Était-ce le signe d'un manque, ou la façon dont la presse traitait d'environnement¹ satisfaisait-elle les besoins du public ? En effet, plusieurs segments de presse parlaient régulièrement d'environnement : les magazines de consommation, de science et de voyages, notamment. Mais, pour chaque journal, l'environnement ne représentait qu'un pôle d'intérêt parmi d'autres, en aucun cas son fil directeur. Qu'il accorde une place croissante à l'environnement confirmait que celui-ci intéressait le public. Mais aucun de ces journaux ne pouvait placer

l'environnement au centre de ses préoccupations, en aurait-il eu l'envie, sous peine de perdre le cœur du lectorat qui le suivait pour son thème central. Ainsi, la multiplication de sujets d'environnement dans le reste de la presse n'invalide pas la possibilité d'existence d'un magazine spécialisé, il le justifiait au contraire. Cette analyse nous conduisit à penser qu'il y avait place pour *Reporterre*.

De quel journal s'agissait-il ? Un journal d'informations. Son seul a priori serait de dire que l'environnement était quelque chose d'essentiel, qui devait se retrouver dans tous les domaines d'intervention humaine ; cette préoccupation privilégiée fournissait la trame du journal et le principe d'adhésion du lecteur.

Pourquoi ne pas créer un journal militant ? La réponse est simple : un militant veut démontrer, un journaliste veut montrer. Et il doit montrer, même si ça ne lui plaît pas. De plus, nous avions l'idée que les faits parlent d'eux-mêmes. L'essentiel était de fournir les informations dont les autres médias parlaient peu en leur appliquant les mêmes méthodes de présentation : donc prouver que ce type d'informations possédait la même valeur que les autres.

1. On laisse de côté la presse quotidienne, qui n'est pas concurrente de la presse magazine dans

D'ailleurs, même si nous avons eu la fibre propagandiste, on ne pouvait que constater l'empoussièrisme des discours écologistes. Pour celui qui réinvestissait alors le champ écologique, le plus surprenant était de constater que la problématique semblait n'avoir pas changé depuis les années 1970.

Etions-nous capables de refaire le formidable travail de Pierre Fournier dans *Charlie Hebdo* et la *Gueule Ouverte*² ? Non. D'ailleurs, l'époque ne s'y prêtait pas, ne l'attendait plus. Au fond, notre but était de réaliser un *aggiornamento* de l'écologie, de la recrédibiliser en montrant qu'elle ressortait de la réalité et non de l'utopie, que sa signification sociale ne pouvait se réduire à une queue de comète de Mai 68, que la caricature de l'écolo barbu, gardien de chèvres, était surannée. Notre action était tournée vers le monde, non vers un ghetto qui semblait à l'époque englué dans une impuissance narcissique. Cette recherche de crédibilité impliquait de se battre sur la qualité de l'information : sa nouveauté, sa véracité, son agrément. Cela supposait une présentation comparable aux magazines présents sur le marché : quadrichromie, papier de qualité, maquette travaillée, écriture soignée, bref, un minimum de qualité formelle. Cela impliquait le professionnalisme, donc le refus du bénévolat : un organe d'information doit nourrir ceux qui le réalisent, parce que la recherche d'information est un travail. Et dans cette

démarche, l'attention aux désirs du public était prioritaire : une étude de marché, réalisée rigoureusement (quoique avec les moyens du bord), influait ainsi sur le cocktail rédactionnel, en nous poussant à y placer plus d'articles sur la santé et la vie quotidienne que nous ne l'aurions fait spontanément. Enfin, la sortie du journal ne pouvait se faire en catimini, mais bien comme un événement ; une efficace campagne de presse, animée par Nelly Pegeault, obtenait un résultat probant³. Le bon accueil des confrères témoignait que ce journal correspondait à un besoin, ce que confirmait le public : nous vendions 33 000 exemplaires du premier numéro, 38 000 du second. On n'avait pas vu depuis quinze ans un journal d'environnement atteindre ces chiffres.

Cette percée ne se construisait pas sur le mode polémique, mais sur des qualités journalistiques : en cette année 1989, première publication en France des photos de l'accident nucléaire de Kychtym, dossier de fond sur les aliments irradiés, révélation de l'état catastrophique de l'environnement soviétique, approche de l'environnement comme source d'emplois, révélation de l'affaire de Montchanin, etc. Le plus intéressant de *Reporterre* était là : dans sa capacité à publier ce type de sujets, à poser de nouvelles questions, à offrir de nouveaux éclairages — et cela en regardant le monde à travers l'écologie.

2. J'ai personnellement été plongé dans l'écologie par ces lectures. Et le plus efficace hommage que je puisse rendre à Fournier est de penser que le destin de l'écologie politique aurait été très différent — elle n'aurait pas perdu autant de temps — s'il n'était pas mort si tôt.

3. Cinquante et une citations audiovisuelles ou de presse dans le mois de lancement, 188 entre février et novembre.

Si *Reporterre* a sans doute contribué à revaloriser l'image de l'environnement sur la scène médiatique, son bilan reste, au mieux, en demi-teinte : car après tout, ce journal n'a duré que neuf mois. Il a vendu en moyenne 26 000 exemplaires et a fini avec 4 400 abonnés payants⁴. L'échec final peut certes être attribué à des causes rédactionnelles : une maquette solide mais n'évoluant pas assez vite, une iconographie faible, un ton trop pessimiste, un traitement insuffisant de thèmes quotidiens — au total, un journal trop terne. On peut aussi penser que *Reporterre* est resté en marge de l'idée écologique, spectateur et pas assez acteur. Mais aucun défaut ne semblait rédhibitoire, d'autant que la rédaction les avait identifiés et s'employait à les corriger.

Pour l'essentiel, la cause de l'échec doit être cherchée dans l'insuffisance de capital. En argent frais, il a été investi en tout et pour tout 970 000 F. Même si l'on y ajoute le montant des pertes (de l'ordre de 1,5 million de F.), le rapport de l'investissement à la diffusion obtenue est excellent, très supérieur à ce qui s'observe habituellement dans les lancements presse⁵. Pourquoi l'argent est-il important ? Parce qu'il est rare qu'un journal atteigne d'entrée de jeu l'équilibre d'exploitation (sauf à avoir bénéficié d'un

investissement de préparation conséquent) : il faut l'installer auprès du public, le promouvoir durablement, éventuellement se donner le temps de convaincre les annonceurs. Dans le cas de *Reporterre*, toute marge de manœuvre nous était interdite, notamment pour relancer une campagne de promotion après le lancement (qui s'était lui-même opéré avec un budget d'environ 300 000 francs).

Nous avons commis une erreur en allant chercher trop tard des sources de financement et l'entregent nous a manqué (en France, les relations comptent plus, en affaires, que les faits), ainsi que le talent commercial, cependant il reste étonnant que nous n'ayons pu convaincre un groupe de nous appuyer. Nous y voyons plusieurs raisons :

- notre expérience était atypique : réussir un magazine avec une structure légère dérangeait des cultures d'entreprises habituées à de lourds lancements ;
- nous affirmions que les bénéfices seraient longs à venir, mais qu'une fois installé, le journal serait indéracinable, à l'inverse du profit rapide qui est usuellement recherché ;
- nous prétendions que le journal marcherait sans beaucoup de publicité, à l'inverse de ce qui se faisait à l'époque ;
- enfin, il y avait une originalité

4. Source chiffre de ventes en kiosque : Transport Presse. Après les deux premiers numéros, les n°3 et 4 marquent un repli, comme il est normal sur un nouveau titre (28 000 et 26 000), les 5 et 6 une chute (20 000 et 19 000), les 7, 8 et 9 une stabilisation (26 000, 23 000, 23 000). Si l'on raisonne en taux de prise (nombre d'exemplaires vendus sur nombre proposé à la vente), les derniers mois sont en progression constante.

5. Voici quelques chiffres, relevés dans des articles du *Monde*, de *Libération*, ou du *Figaro* ; *Grand Air*, investissement de lancement de 9 millions de francs (MF), *L'Autre Journal*, perte supérieure à 30 MF, *Médecine douce*, investissement de promotion de 15 MF, *Décision Environnement*, investissement de 5 MF, *Mensuel*, investissement de 10 MF.

réactionnelle forte : pour plusieurs groupes de presse, il s'agissait de faire un journal du « cadre de vie », sous-entendu, de l'environnement proche traité sous l'angle du loisir et de la détente ; il s'adresserait aux cadres, et donc la publicité viendrait... Nous voulions au contraire un journal d'investigation, où l'écologie permettrait d'interroger la société.

Une hypothèse doit être évoquée. Un journal est le reflet d'un mouvement social ; la presse, en général, est le miroir de la société, en est la voix. A cet égard, le destin de *Reporterre*, et tout autant celui de la presse environnementale, amène à s'interroger sur la vigueur, voire l'existence d'une opinion publique écologiste. Malgré tous ses manques, *Reporterre* offrait une riche potentialité d'expression pour un public et des acteurs préoccupés d'environnement. L'incapacité de ce public à soutenir la presse écologique témoigne que la sensibilité environnementale ne s'est pas transformée en une attitude politique.

Le public écologique reste émietté. Certains s'intéressent aux baleines, d'autres au nucléaire, à la vivisection, à l'agriculture biologique, à la décharge voisine, etc. Mais la tendance générale est de ne s'intéresser qu'à son problème, en ignorant les autres comme si leurs préoccupations étaient étrangères.

Toutes ces questions sont les facettes multiples d'un système global et elles ne trouveront leurs vraies réponses qu'en remontant à la source. L'ambition de *Reporterre* a été d'être un forum de ces questions diverses pour suggérer leur unité. En 1989, cette approche a échoué. Cet échec nous conduit à nous interroger : la sensibilité écologique s'est-elle extraite de l'individualisme dominant ? Correspond-elle à un comportement autonome par rapport à la société, ou simplement à une coloration particulière ? De la réponse à cette question dépend fondamentalement la possibilité d'un média indépendant sur le thème écologique.

Hervé Kempf

CATASTROPHE SUR LA NARMADA

Au nord-ouest de l'Inde coule un fleuve encore plus sacré que le Gange puisque le Gange vient, selon la légende, s'y purifier une fois par an : la Narmada, longue de 1 312 kilomètres, dont le cours est ponctué par d'innombrables temples reliés entre eux par un chemin de pèlerinage qui est emprunté chaque année par deux à trois mille pèlerins. La Narmada est en passe d'être sacrifiée sur l'autel de l'Inde moderne avec la bénédiction de la grande prêtresse de la communauté internationale : la Banque mondiale.

En effet, le Narmada Development Project du Gouvernement fédéral de l'Inde a pour but de réguler par des barrages le fleuve Narmada afin d'irriguer au moyen de canaux des régions menacées par la sécheresse et produire de l'énergie. Le projet est d'une ampleur encore inégalée dans le monde : 3 000 petits barrages, 135 de taille moyenne et 30 de grande dimension dont 2 monstres. Le plus important de ces barrages, Sardar Sarovar, aura une hauteur de 157 mètres, son réservoir qui aura une capacité de 9 500 Mio. m³ sera long de 215 kilomètres, le principal canal d'irrigation sera long de 450 kilomètres et large de 100 à 250 mètres, le réseau d'irrigation couvrera en tout 75 000 kilomètres : rien que pour ce seul barrage géant !

Le financement est à la mesure du projet, toujours plus démesuré à mesure que les coûts réels remplacent les estimations : 10 milliards de dollars selon les dernières estimations. La plupart des capitaux sont indiens sur le papier, mais les premiers fonds d'importance sont internationaux : la Banque mondiale soutient financièrement le projet par un crédit de 450 millions de dollars-US ainsi qu'un crédit complémentaire de 250 millions de dollars-US accordé par l'International Development Association. L'ampleur du désastre en cours de réalisation du fait de ce projet est elle aussi démesurée. La première conséquence de ce projet est en effet de chasser plus d'un million de personnes de leur lieu d'existence et de détruire à tout jamais d'irremplaçables surfaces agricoles et zones forestières. Il est prévu que la mise en œuvre du barrage Sardar Sarovar, actuellement en cours de réalisation, submergera 81 000 hectares de terres agricoles très fertiles et 350 000 hectares de forêts qui sont condamnés à pourrir sous l'eau des réservoirs avec des centaines de milliers d'espèces végétales et animales : ainsi que les deux-cent-quarante mille personnes qui refusent de partir... Il est vrai que ce projet est censé résoudre les problèmes de quelques 4,5 millions de personnes pauvres qui souffrent en particulier de la sécheresse en